

Coronavirus : comment DSK fait semblant de critiquer la mondialisation pour mieux la défendre

écrit par François-Eugène LUEL | 13 avril 2020



L'article de Dominique Strauss-Kahn, « [L'être, l'avoir et le pouvoir dans la crise](#) » publié dans la revue « *politique internationale* » a de quoi laisser rêveur. Quoi qu'on pense du personnage lui-même, son expertise économique et sa stature internationale méritent qu'on s'y intéresse de près car il est un acteur majeur de l'économie mondialisée où les riches sont de plus en plus riches et où les nations, protectrices des peuples, sont appelées à disparaître au profit d'une élite internationale et d'un petit peuple prolétarisé à son service. Or, dans cet article, on trouve curieusement quelques idées qui iraient plutôt dans le bon sens mais sans rien céder à l'essentiel pour son auteur, savoir la sauvegarde des élites financières dont il est un membre actif qui lui permet l'arrogance qu'on connaît.

La voix de son maître

S'interrogeant d'abord [en mars 2008](#) sur le curieux silence de DSK alors dirigeant du FMI face au début de la crise financière, Mediapart conclut finalement, en septembre 2008 que l'action de DSK au FMI est clairement au service des élites financières qui se gavent de la mondialisation. Ainsi, Mediapart, que l'on ne peut pas soupçonner de populisme fascisant, n'hésite pas à titrer son dernier article « [La voix de son maître](#) ».

<https://www.mediapart.fr/journal/economie/240908/dominique-s-trauss-kahn-la-voix-de-son-maitre>

Pierre CASSEN [rappelle lui-même](#) que DSK a formé ou inspiré de nombreux responsables de l'équipe de Macron.

<https://resistancerepublicaine.com/2019/05/19/pierre-cassen-macron-un-nouveau-strauss-kahn-video/>

Un [article de RFI](#) ne s'y trompe pas. Dominique STRAUSS-KAHN est bien au service de la mondialisation et pour lui le FMI devait devenir le laboratoire de l'idéal cauchemardesque pour nous d'un futur gouvernement mondial. Mais il se trouve que certaines des idées développées dans cet article donnent raison aux conceptions patriotes et souverainistes de la politique. De fait, la réorganisation internationale de la division du travail qu'il appelle de ses vœux pourrait effectivement permettre aux nations européennes de retrouver leur souveraineté et de renouer avec la croissance économique.

Des idées qui vont dans le bon sens.

L'article de DSK explique que la crise économique provoquée par la pandémie actuelle entraînera nécessairement des remises en question radicales. Constatant les graves problèmes sanitaires provoqués par la production des masques et autres respirateurs à l'autre bout du monde, il souligne que la division internationale du travail sera bouleversée, certaines productions seront nécessairement relocalisées, ce

qui sera une chance de renouer avec une certaine croissance des pays occidentaux, notamment en Europe.

Selon DSK, la crise sanitaire est l'occasion de souligner les erreurs du passé dont lui-même, rappelons-le, a été un des acteurs, toute honte bue. Ainsi souligne-t-il que, « la mondialisation marquée par l'accélération de la circulation des personnes est au cœur du processus de propagation ». C'est donc bien « un défaut de prévoyance » de la part d'Etats « s'approvisionnant en matériel de protection et en tests de dépistage au fil de l'eau, auprès de fournisseurs étrangers, majoritairement chinois ». Il est amusant de voir un Dominique STRAUSS-KAHN citant l'exemple de Taiwan donner raison à ce que dit Éric ZEMMOUR depuis des semaines sur CNews ! Ici, DSK distille ses critiques avec une infinité de précautions rhétoriques car il ne veut pas se fâcher avec ceux avec qui il partage des intérêts : « Sans doute ceci n'était-il pas fatal (...) Il est, sans doute, normal qu'un système de soins ne soit pas fait pour traiter une demande brutale et temporaire ; (...) Cette agilité, il semblerait bien qu'elle nous ait fait défaut. » Sans blague ! Qu'avec précautions ces choses-là sont dites !

Suivent quelques considérations partagées avec bien d'autres économistes sur l'effondrement de la demande et donc de l'offre corrélatives au confinement et à la récession prévisible.

On peut y voir alors l'occasion d'un retour partiel aux souverainetés ruinées par la mondialisation : « **La fragmentation de la mondialisation que la crise a toutes les chances de provoquer constitue une occasion inespérée de reprendre les rênes** ». **Mais attention, il ne s'agit pas de la souveraineté des nations et des peuples** : « La crise sanitaire nourrit les vieilles pulsions nationalistes » et ce qu'il qualifie par trois fois dans l'article de « retour des égoïsmes nationaux »

Pour lui, donc, la seule identité défendable est l'identité européenne qui bien entendu ne peut être définie que par les actions conjointes des technocrates de Bruxelles dont il reconnaît pourtant au passage la lourdeur bureaucratique voire le « prétendu » déficit de légitimité démocratique.

Or, en réalité, les directions économiques données ici par DSK sont parfaitement réalisables dans une Europe renouvelée, une Europe des Nations capables de collaborer entre elles au lieu de se soumettre, comme maintenant, à l'« égoïsme nationaliste » des Allemands que DSK semble ignorer superbement. Ainsi les peuples devront-ils se contenter d'un « transfert de souveraineté calibrée », c'est-à-dire en réalité d'un renoncement pur et simple, la seule souveraineté restante étant folklorique. Encore faut-il rappeler ici que toutes les souverainetés nationales ne se valent pas, on imagine mal DSK conseiller à Israël de transférer sa souveraineté à une hypothétique « Union Proche-Orientale » incluant la Palestine, la Jordanie, le Liban par exemple. Ce « deux poids deux mesures » ne laisse pas d'étonner.

En tout cas, le grand danger pour Strauss-Kahn, c'est bien entendu le « populisme », c'est la justice à laquelle aspirent les gilets jaunes ou les femmes de chambre...

Il s'attaque donc, comme on pouvait s'y attendre, à la politique de Donald Trump, sans tenir compte de ses réussites. Par exemple, il dénonce le démantèlement de la cellule sanitaire de la Maison Blanche sans en donner les raisons et bien entendu il oublie de citer les mesures prises par le Président Trump en faveur de la santé notamment en direction des plus pauvres.

https://www.lexpress.fr/actualite/societe/sante/coronavirus-que-change-l-etat-d-urgence-mis-en-place-par-trump-aux-etats-unis_2120884.html

On comprend d'autant moins ces attaques convenues car en même temps il critique sans développer l' »Etat providence » qui selon lui est un modèle fini :

« La dernière grande régulation collective a été celle de l'État providence. Qu'elle se soit épuisée ne fait plus de doute »

Or, le contraire de l'Etat Providence, c'est le libéralisme et même l'ultra-libéralisme où on laisse à la main invisible du marché le soin de réguler spontanément l'économie. Or, DSK ne défend pas cela du tout. Il défend non pas l'ultra-libéralisme, mais certains courants du [néo-libéralisme](#) qui théorisent expressément la nécessité d'une régulation autoritaire par des Etats ou par des instances internationales aptes à imposer des mesures drastiques comme le fait déjà l'Union Européenne contre l'intérêt des peuples par exemple en Grèce. Les « gilets jaunes » demandaient confusément le retour à un certain Etat providence, ce que veulent d'ailleurs réhabiliter les partis souverainistes, sans pour autant aller jusqu'à la caricature d'un dirigisme socialiste. Or, de cela, évidemment, DSK ne veut à aucun prix. D'ailleurs, il ne dit rien sur la manière dont seraient démocratiquement légitimées les « gouvernances mondiales » qu'il appelle de ses vœux. **Ainsi, il ne recule devant aucune contradiction car d'un côté il revendique la fin des Etats-Nation et de l'autre il défend l'idée que ce soient les représentants de ces mêmes Etats qui nomment les membres de ces instances internationales de gouvernance. Des instances internationales désignés par des responsables nationaux fantômes ou fantoches, ça s'appelle la démocrature, pour ne pas dire la dictature pure et simple.**

« Pour que le régime de transparence individuelle que l'on pressent ne se transforme pas en société de défiance, les pouvoirs publics se doivent de jouer un rôle actif » qui « doit constituer le socle d'un nouveau « système providentiel » sur lequel asseoir une confiance et un pacte

citoyen renouvelé. »

Tope-là, camarade ! C'est exactement ce que demandent les Gilets Jaunes et autres « populistes »

Mais là, précisément, DSK crie « au loup fasciste » ! Ce faisant il gagne une fois de plus un bon point « Godwin » :

« Le risque est alors celui de tout populisme ; la vérité, la raison importent moins que l'action même lorsque celle-ci n'est fondée que sur la passion. Benda nous a enseigné à quels drames cela conduisait inexorablement »

Vous avez compris, l'arrivée aux affaires du RN ou de DLF ramènerait les nazis au pouvoir, comme dans les années 30 !

La propagande de DSK ici consiste à reprendre la même vieille rhétorique : les populistes ne sont animés que par la passion haineuse et n'ont rien à proposer. Or, en France, le programme présidentiel de Marine LE PEN en 2012 et en 2017 tout comme celui de Nicolas DUPONT-AIGNAN comportaient une armature économique solide et financée fondée sur un protectionnisme intelligent que DSK lui-même appelle maintenant de ses vœux, sans pour autant le reconnaître explicitement.

On est alors surpris de trouver un sursaut de lucidité qui plairait aussi bien à Éric ZEMMOUR qu'aux leaders de la droite dure comme on dit : *« La crise sanitaire nourrit les vieilles pulsions nationalistes. Pour y échapper, nous ne pouvons-nous contenter des traditionnelles envolées lyriques sur les horreurs du fascisme, dans un sens, et l'universalité de la condition humaine, de l'autre. »* Or précisément, parler ici de « pulsion nationaliste » correspond exactement à la posture antifasciste que DSK fait semblant de critiquer ici alors qu'au contraire il est un des plus ardents défenseurs d'un universalisme humaniste avec il est vrai quelques nuances.

Toujours est-il que selon DSK les pays riches, après la crise, auront le devoir d'aider l'Afrique à s'en sortir afin de limiter la crise migratoire. On est bien d'accord et c'est du reste ce que prônait déjà Philippe de VILLIERS en 2007 et plus tard Marine LE PEN tout comme Nicolas DUPONT-AIGNAN

DSK souligne le risque d'affaiblissement des pays démocratiques et le renforcement des régimes autoritaires qui ont été plus efficaces contre la pandémie. Il oublie cependant de rappeler que les dirigeants de certains pays démocratiques ont eu le courage de prendre des mesures autoritaires. Cette opposition est donc artificielle

Prétendant penser l'après crise, DSK préconise le développement de régulations mondiales notamment pour les problèmes sanitaires. Mais il n'ose pas encore faire l'apologie d'un futur gouvernement mondial. Il parle depuis longtemps de la nécessité d'une « gouvernance mondiale ». Toujours cet usage orwellien du langage ! Car qui peut exercer une « gouvernance » sinon un « gouvernement » ? On nous dira qu'une gouvernance se limite à un domaine bien précis et qu'en conséquence une « gouvernance » mondiale laisserait à des « gouvernement » locaux le soin de s'occuper du reste. Or, cela ne tient pas une seconde car nous avons en France un « gouvernement » qui laisse un grand nombre de compétences à des pouvoirs locaux, régions, départements, etc. Par conséquent, oui, DSK plaide toujours pour un « gouvernement mondial » dont le FMI constitue la première étape.

Suivent quelques considérations intéressantes mais assez superficielles sur l'évolution des mentalités.

Son idée d'une crise de l'être est un peu simpliste à propos de l'oubli de la mort ou de la maladie. Quant à la crise de l'avoir qui obligera chacun d'entre nous à revoir à la

baisse ses prétentions à la propriété et à la consommation, cela ne concernera pas la classe de privilégiés dont fait partie DSK, jusqu'à l'arrogance et le cynisme que l'on sait ;

DSK souligne la nécessité d'un « changement de paradigme » rendu nécessaire par la crise sanitaire. C'est une thématique à la mode depuis le livre de Thomas S. KUHN du reste relativisé en épistémologie. Un « changement de paradigme » intervient après une période de tension entre la « science normale » et les critiques nées d'hypothèses nouvelles. Or, les historiens des sciences, sans invalider totalement les thèses de KUHN, soulignent que pendant de longues périodes, plusieurs modèles contradictoires coexistent sans qu'on puisse parler de « science normale ». C'est la même chose en économie. DSK croit que la science normale, c'est lui. Mais finalement, il consent lui-même, contre toutes ses pratiques passées, à changer de paradigme ou plus exactement en fait, à faire semblant de changer. Car Kuhn dans « la structure des révolutions scientifiques » décrit les résistances préalables à un changement de paradigme dans la défense des modèles dominants. **Cependant, DSK aux affaires a toujours défendu le modèle dominant de la mondialisation heureuse. Bref, il fait semblant de retourner sa veste tout en continuant à défendre des thèses néolibérales avec seulement quelques changements de surface.**

Un fatras d'idées contradictoires au service des élites mondiales contre les peuples.

Ainsi, chacun semble pouvoir ne trouver que ce qu'il cherche dans ce fatras d'idées contradictoires, parfois localement justes mais qui au final brouillent encore plus les cartes. C'est tout-à-fait en accord avec la doctrine soi-disant post-moderne de la « [post-vérité](#) » selon laquelle il ne peut y avoir de discours vrai mais seulement des thèses relatives à une situation donnée. Ainsi, dans ces concepts devenus

liquides, toutes les interprétations sont possibles, ce qui désamorce à l'avance toute critique sérieuse et décrédibilise tout programme alternatif. La fonction idéologique de ces conceptions post-modernes est l'ultime rempart de ceux qui acculés au mensonge érigé en théorie complexe, font tout ce qu'ils peuvent pour défendre un système qui déjà est peut-être en train de les broyer. Face à ces ultimes contre-feux, il faut absolument tenir ferme dans nos convictions républicaines, réaffirmer le primat du politique sur l'économique et rappeler que seul le peuple est la source légitime du pouvoir. Du coup, ce ne sont pas les populistes qui sacrifient « la vérité et la raison » mais DSK lui-même ! Serait-il à son tour devenu fasciste ?